

Comité Technique Local du 29 MARS 2019

Déclaration Liminaire

Monsieur le Président du CTL,

Ce Comité Technique Local réuni aujourd'hui, a, entre autres, comme sujet à l'ordre du jour :
« **le point d'information sur la réorganisation du réseau** » autrement dit le projet de démantèlement de la cartographie la DRFIP 13 initié par le Directeur Général au travers de la géographie revisitée du réseau.

S'appuyant sur un cahier des charges intitulé « **bâtir un nouveau réseau** » qui vous a été présenté le 13 décembre dernier par le Directeur Général, l'ambition affichée consiste bien à supprimer la quasi totalité des Trésoreries sur le territoire national, en les remplaçant par des **services de gestion comptable ou des conseillers SPL(back-office)**.

Les services gérant les missions fiscales, SIP-SIE-SPF seraient aussi lourdement impactés, et réduits également à la portion congrue en terme d'implantation avec la création des **services fiscaux**.

Pour les BDV, BCR, PCR, PCE, ce seraient des **services du contrôle fiscal** qui feraient leur apparition.

Quant à la déconcentration de proximité chère à M DARMANIN, elle reviendrait à désigner des chargés de missions censés proposer leurs **services aux Mairies ou dans les MSAP**, l'une des options pouvant aller jusqu'à sillonner les campagnes au volant d'un bus DGFIP !!

Il est entendu que de tels projets destructeurs ne peuvent que nourrir les plus vives inquiétudes chez les agents, d'autant que bon nombre de missions pourraient par-dessus le marché être externalisées dans les collectivités locales (agences comptables) ou dans le secteur privé (agence unique de recouvrement).

Dans ce contexte Monsieur le Président, quel est donc dans le cadre de vos fonctions de Directeur Régional, le plan que vous réservez au maillage territorial de la DRFIP des Bouches Du Rhône ?

Suite à l'audience accordée le mardi 26 mars aux OS nationales, la DG a bien voulu, « dans sa grande sagesse », nous « donner » les schémas AVANT/APRES pour 3 départements.

Cela prouve bien que le travail, contrairement à ce que vous annonciez jusqu'à présent, a bien avancé dans les bureaux de la Direction Générale.

Lors de la première convocation du CTL le 20 mars, vous avez indiqué avoir rédigé le 19 mars une première « copie » envoyée à la Direction Générale (DG).

Si le projet est amendable au retour de la DG selon vos propos, pourquoi ne pas avoir présenté déjà cette copie aux organisations syndicales avant l'envoi afin peut-être de tenir enfin un **VRAI dialogue social** auquel vous tenez ?

Aujourd'hui, Monsieur le Directeur, nous vous demandons de nous présenter votre copie.

Mettre les agents et les représentants du personnel devant le fait accompli de ce projet n'arrangera pas le dialogue social dans le département et peut faire craindre une grave montée des tensions dans les services.

Surtout au regard du grand chambardement que cela pourrait occasionner tant au niveau de la cartographie de la DRFIP 13 que des suppressions d'emplois à venir.

Nous rappelons à nouveau à ce sujet, que les services et les agents de la DRFIP 13 n'en peuvent plus de leurs conditions de travail, alors qu'au fil des mois on leur enlève des moyens.

Les services survivent comme ils peuvent sans grande vision objective de leur avenir au sein de la DGFIP !

Avec encore pour preuve l'actualité récente sur l'expérimentation des **agences comptables** dans le secteur public local qui revient au galop.

Une nouvelle lettre de M DARMANIN et de M DUSSOPT (toute confusion de rôle est fortuite) a circulé (avant signature) le 18 mars, on a bien compris les intentions gouvernementales de brader définitivement le cœur de métier de la Gestion Publique.

FO DGFIP a toujours condamné cette remise en cause de la séparation ordonnateur/comptable et s'opposera à toutes tentatives de transferts aux collectivités territoriales ou établissements publics.

La dernière sortie du Ministre sur la possible **fin de la déclaration des revenus** n'est pas pour rassurer les agents de la Gestion Fiscale.

Après le PAS et la réforme de la TH, il s'agirait d'une nouvelle attaque contre une mission fiscale mettant définitivement en péril les SIP.

Pour FO-DGFIP 13, un vrai service public fiscal de qualité nécessite le maintien des structures, et pour commencer : **un moratoire sur les suppressions d'emplois !**

Alors que l'avenir des relations entre nos services et les contribuables se résume à des plateformes téléphoniques et internet pour les gouvernants, **le rapport annuel du Défenseur des droits paru le 12 mars 2019 pour l'année 2018** fustige les graves dangers de la "dématérialisation" pour les usagers.

Outre le manque d'accès au numérique, de nombreux usagers sont livrés à eux-mêmes lors de leurs démarches administratives sur Internet lorsqu'ils sont sans réponses ou solutions.

L'intelligence artificielle ne pourra pas résoudre tous les problèmes ou actes administratifs !

Cette "démat", facteur d'exclusions et d'inégalités, ne répond pas à toutes les attentes des usagers.

Pour FORCE OUVRIERE, le maintien d'un service public de qualité et de proximité, ce ne sont pas également les "centres de contacts" vendus par la direction comme un service rendu suffisant grâce aux simplifications numériques des actes administratifs.

Les usagers sont demandeurs également de « **centres de contacts..humains** » pour faciliter les échanges avec les services de l'Etat dans leurs démarches administratives.

En conclusion, l'exaspération des personnels est de plus en plus présente dans les services et elle se manifeste sous différentes formes parfois inédites.

En cette année des 30 ans de Bercy, pas une de ces années ne s'est passée sans que les agents n'aient su relever les défis des réformes qui leur ont été imposées et elles ont été très nombreuses, quoi qu'en disent les ministres actuels.

Mais jamais leurs prédécesseurs n'ont fixé comme feuille de route de dynamiter les missions et le réseau territorial comme ils le font depuis maintenant bientôt deux ans.

Nos ministres par leurs propos provocateurs ne font rien pour apaiser le climat social.

Nous réitérons aujourd'hui notre accusation d'affaiblissement délibéré de notre administration fusionnée qui, 10 ans après sa création, risque fort de se retrouver à court terme dépouillée de ses missions et anéantie.

Les agents ne demandent pas des mots d'amour sur twitter ou ULYSSE mais des preuves de considération de leur travail, ce qui passe par l'arrêt des suppressions d'emplois, l'arrêt de fermetures des services économiques et financiers, une réelle reconnaissance de leurs conditions de travail et une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Enfin, là comme ailleurs, cela doit s'intégrer dans un **climat social où les représentants du personnel ne sont pas considérés comme un obstacle**, que les ministres appellent juste pour éteindre les incendies qu'ils ont eux-mêmes allumés.